

# Bruno Marchand sera candidat en 2025

Olivier Lemieux

Publié le 12 janvier à 15 h 00 HNE

Bruno Marchand a l'intention de briguer un second mandat lors des prochaines élections municipales. La pause des Fêtes lui a permis de faire le plein d'énergie et, surtout, de digérer l'échec du projet de tramway.

Je suis motivé et mobilisé, s'enthousiasme le maire de Québec en entrevue avec Radio-Canada. Je pense que j'ai encore beaucoup à apporter. Même si son leadership a été grandement ébranlé par la mise sur pause du projet de tramway par le gouvernement Legault, Bruno Marchand jure qu'il compte livrer bataille pour faire avancer ses idées.

*Je serai candidat en 2025 avec toute ma fougue, ma détermination et mon amour profond pour cette ville et ses citoyens.*

Une citation de Bruno Marchand, maire de Québec

Sourire en coin, Bruno Marchand ajoute que son équipe a repris le travail avec le feu au derrière au début de janvier.

Bruno Marchand avait été élu maire de Québec in extremis le 7 novembre 2021 à l'issue d'une soirée riche en rebondissements.

## Prix politique

Chose certaine, sa deuxième année au pouvoir aura marqué la fin d'une lune de miel qui semblait s'étirer avec les citoyens de Québec.

Accusé de vouloir faire la guerre à l'auto par les radios d'opinion, Bruno Marchand constate qu'il a payé un prix politique en appuyant le tramway contre vents et marées.

Je pense que la réponse est oui, admet-il, avant d'ajouter que les derniers mois ont aussi démontré la solidité de ses convictions.

*C'est la plus belle preuve que je ne fais pas de la politique en pensant à ma réélection.*

Une citation de Bruno Marchand, maire de Québec

Du reste, Bruno Marchand demeure convaincu que Québec se doit de prendre le virage de la mobilité durable dès maintenant, car le rythme d'augmentation du parc automobile ne serait plus soutenable.

Les gens s'attendent à ce qu'on y pense d'avance, avant qu'il y ait plus de bouchons!, s'emporte-t-il.

## **Continuer d'avancer... sans tramway**

Le maire Marchand estime que le fardeau de proposer un meilleur projet repose désormais sur les épaules du gouvernement Legault, qui a commandé pour le mois de juin une analyse de la question de la mobilité à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

De son côté, la Ville prévoit poursuivre l'expansion des services Flexibus et àVélo. Le chantier d'un nouveau tronçon cyclable entre Charlesbourg et le centre-ville sera lancé cet été.

Quant au corridor aménagé sur le chemin Sainte-Foy, le maire n'a pas changé d'avis sur la nécessité de le prolonger.

L'été dernier, jusqu'à 2000 cyclistes l'empruntaient sur une base quotidienne pour circuler dans la Haute-Ville.

*On va le faire de façon mesurée, mais oui, on va répondre à un paquet de clientèles qui veulent se déplacer de façon différente.*

Une citation de Bruno Marchand, maire de Québec

À peu près 80 % de l'espace public de circulation est dédié aux voitures, tempère Bruno Marchand. On n'est pas encore à 1 % pour les vélos.

## **Le deuil des grands projets?**

Bruno Marchand se dit toujours prêt à collaborer dans le futur avec le gouvernement caquiste, mais refuse d'attendre les bras croisés.

Les gens sont tannés d'entendre parler du tramway parce que ça ne fait que vivoter. Il faut construire notre ville, s'impatiente-t-il.

À ce chapitre, il n'envisage cependant pas de grands projets pour meubler le vide laissé par le tramway.

Dans les prochaines années, on fait le deuil de ça, précise le maire. On fait des choix. Dans un contexte économique difficile, il se dit très fier d'avoir pu limiter la hausse de l'impôt foncier pour les immeubles résidentiels à 3,9 % en 2024 tout en continuant de diminuer la dette municipale. C'est un succès extraordinaire, souligne-t-il. La Ville compte investir dans la mesure de ses moyens pour améliorer les infrastructures de loisir dans les quartiers.

Bruno Marchand rappelle qu'une première patinoire réfrigérée couverte sera construite au parc Victoria dans les prochains mois et qu'une seconde infrastructure similaire est prévue dans le nord de Charlesbourg dès 2025.

On va être proche, on va être dans vos quartiers, promet-il aux citoyens.

Politique

# Négos du secteur public: peu d'avancées pour les syndicats de fonctionnaires

Par Lia Lévesque, La Presse Canadienne

12 janvier 2024 à 15h44

Les principales demandes du SFPQ, en effet, ont trait au télétravail et à la reconnaissance de l'expérience pour pallier au diplôme. (Graeme Roy/Archives La Presse Canadienne)

Les deux grands syndicats de fonctionnaires du Québec, qui n'ont toujours pas renouvelé leurs conventions collectives, rapportent peu de progrès, vendredi, depuis la reprise des négociations après l'ajournement des Fêtes.

---

Leur négociation avait été mise de côté durant les Fêtes, puisque la priorité avait été donnée aux syndicats de la santé et de l'éducation. Les discussions ont repris plus tôt cette semaine.

Le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) dit vendredi revenir «bredouille» après sa rencontre de mercredi dernier.

---

Il rapporte que le Conseil du trésor lui a fait «miroiter» les augmentations de salaire de 17,4 % sur cinq ans qu'a obtenues le front commun intersyndical, mais sans en faire un dépôt formel à la table du SPGQ.

Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ), de son côté, laisse entendre que ce sont les questions sectorielles qui posent problème.

Les principales demandes du SFPQ, en effet, ont trait au télétravail et à la reconnaissance de l'expérience pour pallier au diplôme. Et les parties ne s'entendent pas à ce sujet.

Néanmoins, les négociations doivent se poursuivre pour ces deux grands syndicats indépendants de fonctionnaires. Le SPGQ compte 25 000 membres dans la fonction publique et le SFPQ en a 30 000 qui sont concernés par cette négociation.